

L'extrême droite française en chaleur

Véronique Nahoum-Grappe

L'extrême droite prospère sur un imaginaire déshistoricisé qui permet à tout le monde de se réclamer de la lutte contre le fascisme et de la défense de la démocratie. Dans cette confusion générale, son arrivée au pouvoir en France serait gravissime au plan intérieur, mais aussi international.

En ce premier tiers du xxi^e siècle, les mouvements d'extrême droite français veulent d'autant moins ressembler au nazisme et autres fascismes du xx^e siècle que ces derniers sont devenus les emblèmes du pire historique en Europe : après 1945, « fasciste » fut une accusation dangereuse qui conduisait au goulag dans les régimes staliniens, et tellement utilisée contre les opposants que Soljenitsyne a écrit qu'en être affublé à l'époque était un honneur. « Fasciste » fut aussi l'injure chérie à l'Ouest des militants de gauche français – son point d'acmé étant le choix des mots du champ « nazi », comme dans le fameux et historiquement navrant « CRS SS » de Mai 68 – jusqu'à la fin du xxe siècle, tant que le vote d'extrême droite ne menaçait pas la vie politique du pays. Maintenant que la vague brune s'amplifie sérieusement, cette invective a perdu de son poids politique : elle semble ringarde, et plus personne n'injurie de ce terme le Rassemblement National. Ce dernier, comme toutes les familles politiques officielles, pose le nazisme comme contre-modèle absolu et explique défendre les libertés, la démocratie, « nos » droits, le pouvoir d'achat, etc.

Depuis 1945, il est donc impossible de se réclamer du nazisme, et c'est un hommage que les néo-fascistes ou antidémocrates de tout poil rendent à la démocratie, de ne pouvoir s'exprimer publiquement qu'en lui dérobant son langage. À tel point, par exemple, que la guerre féroce et criminelle du pouvoir russe contre l'Ukraine se fait au nom de la lutte contre le nazisme, de la lutte contre « le génocide » des russophones dans le Donbass, tout comme dans les années 1990 Milosevic prétendait se battre contre les Oustachis, ces nazis croates. Les génocides commis au nom de la lutte contre le génocide sont légion.

Il y a peu de chance qu'un moustachu vociférant, laid comme un pou, vienne brandir une croix gammée et promeuve un programme ouvertement raciste et antisémite, avec l'exaltation d'une race supérieure et l'industrialisation du génocide. La grande criminalité politique contemporaine d'État n'a aucun mal à s'inscrire dans le *plus jamais ça*. Un génocide peut être commis, mais on l'appellera « guerre civile ». Les crimes commis par les démocraties dans leurs empires coloniaux ont échappé à cette condamnation historique¹, protégés par leur dissemblance avec le nazisme. Bien sûr, la définition juridique des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide reste un outil très important dans un procès. C'est tout l'enjeu de la justice internationale, qui n'en est qu'à ses débuts².

Il y a dans les énoncés politiques quelque chose comme une obligation d'être du bon côté, celui des innocents, de ceux qui sont dans leur bon droit, contre la figure du méchant. Tout un imaginaire cinématographique de romans policiers, de films, de BD, vient figurer ce méchant sous les traits d'un nazisme typifié et reformaté : son immense armée défilant dans un triomphe de métal - chars tanks, missiles, avions - dans le paysage sonore du pas cadencé au rythme du cœur, du rugissement des moteurs. Un soldat unique et démultiplié marche dans le gigantisme des places publiques, des mégapoles du tyran, sous son regard. C'est cette esthétique que le terme « nazi » évoque, non pas politiquement mais imaginairement, sous toutes ses variantes mises en images par les fictions de grande consommation internationale : ce style « nazi » est celui de l'ennemi politique dans l'imaginaire déshistoricisé de la jeunesse contemporaine. Même pour une jeunesse que le passé non vécu ne hante pas, le héros combat dans une résistance désespérée l'empire du mal au style nazi. Bref, il est absolument

impossible pour un parti d'extrême droite qui revendiquerait le style nazi d'avoir une séduction politique sérieuse, il aura l'audience d'une secte, et leurs groupuscules aux défilés grotesques avec leurs crânes rasés et leurs croix gammées resteront minoritaires.

En ce xxi^e siècle tellement dangereux, le fait que tous les partis politiques dénoncent le même épouvantail donne un étrange spectacle pour le citoyen qui les questionne : tous, y compris ceux qui portent l'héritage historique des fascismes et totalitarismes du xx^e siècle, prétendent lutter contre eux et défendre la démocratie et les libertés. C'est une drôle de situation morale et politique, où l'on s'écharpe au nom du refus du nazisme et de la défense des droits humains ; où les faiseurs de guerre abominables violent les droits humains au nom d'une lutte pour les défendre, dans une unité de tous contre le cauchemar nazi, auquel bien-sûr personne ne ressemble. Primo Levi l'avait annoncé : le prochain cauchemar politique sera différent de l'hitlérisme, mais pas moins pire.

Un scénario tristement prévisible

Étrange situation qui permet que toute une jeunesse sans passé trouve séduisants les beaux garçons du Rassemblement national, influenceurs musclés sur les réseaux sociaux, et rassurantes les dirigeantes blondes et épanouies offrant l'image du féminisme d'ultra droite de maintenant. Le sous-texte constitutif de l'identité politique des droites extrêmes - racisme, nationaliste, haine des « assistés » et des migrants, conservatisme social - est à peine audible. Le clan familial Le Pen, forme française de la famille trumpiste dans son château de milliardaire provincial - dont le jeune Bardella fait partie - apparaît injustement accusée, « comme c'est méchant ! », d'être « fasciste », injure désuète. Mais ce parti aurait-il changé de nature et pourrait-il, une fois au pouvoir, respecter le fonctionnement démocratique ?

Même au xxi^e siècle, l'expérience montre qu'une fois arrivés au pouvoir par les urnes, les partis d'extrême droite ont en commun une culture de la verticalité du pouvoir politique, dont l'autorité tendra à s'intensifier en dictature avec le temps. Il faut comprendre la séduction populaire des images de remise en ordre, de propreté retrouvée après le nettoyage de tout

intermédiaire désordonné et salissant entre dominés et dominants. Ils mettent en œuvre dans *les faits* et sur la planète entière le même programme, porté par un discours emphatique qui glissera, là encore avec le temps, du mensonge au délire. Au lendemain du succès, et comme les autres avant lui, le RN changera le plus vite possible les hauts cadres de l'État aux postes clés - sécuritaires, économiques, culturels et médiatiques (ici ils ont déjà un Bolloré en piste). Ils y placeront des hommes et des femmes issus du premier cercle, des proches de confiance, qu'ils savent pouvoir appeler à toute heure. Rapidement le fait sociologique du pouvoir leur attirera de nouveaux adeptes, toutes vestes retournées, prêts à les suivre. Tandis que sur *Cnews*, de nouveaux visages - en plus de ceux que nous connaissons déjà - viendront se moquer, critiquer, invectiver avec mépris les sciences sociales, les féministes, les « bien-pensants ». À tous les échelons sociaux se formeront des cercles d'afficionados plus ou moins cyniques, dans des cercles professionnels, des clubs divers.

Trois à cinq ans passeront ainsi, avant le deuxième temps crucial que tous ces régimes mettent en œuvre : celui du changement juridique progressif, où la distance entre le juridique et le politique est mise en péril. Des manifestations auront lieu, immenses, réprimées à la fois violemment et sournoisement. Car quand les lois changent, la vie sociale tout entière change de braquet : la liste de ce qui peut tomber sous le coup de la loi s'allonge démesurément, et se défendre devient de plus en plus difficile. Les contre-pouvoirs seront abimés, empêchés, et la survie des associations de défense des droits humains, des syndicats, des associations écologistes, féministes ou de consommateurs deviendra de plus en plus difficile du fait du détricotage des lois qui jusque-là les protégeaient. Au sein d'institutions comme la police et l'armée, le commandement sera donné à tous les échelons aux membres de la même famille politique, qui domineront leur pré carré dans le confort d'un arbitraire facilité. On pourrait décrire par le menu le travail de sape des conditions de la justice et de l'égalité à tous les niveaux de la vie sociale et économique auquel se livrera le RN. Il saura prendre conseil auprès de ses amis du FSB russe, qui fourniront une aide logistique pointue pour mieux traquer les ennemis de l'intérieur. L'atmosphère entière du pays changera,

comme la langue ordinaire, avec bien-sûr une emphase formidable mise sur certains crimes, ceux commis par des « non Français », et sur certaines interprétations, ou manières de faire, devenues obligées.

Le spectre du poutinisme

Mais bien avant que ne s'enclenche cet engrenage qui prendra quelques années, l'arrivée du RN aux sommets des institutions de notre pays touchera les choix de politique étrangère : la tragédie de l'histoire présente pourrait s'accélérer dramatiquement avec le RN aux manettes. La guerre en Ukraine (qui n'est pas sans lien avec celle, effroyable, qui sévit depuis à Gaza) et l'engagement de la France et de ses alliés à la défendre, ont installé un paysage politique où la France est attaquée, certes de façon « hybride », par le pouvoir actuel russe. La découverte progressive du rôle de Moscou dans la déstabilisation politique interne du climat politique français, à travers les réseaux sociaux mais aussi la présence d'agents actifs dans le pays, donne à la perspective d'un accès des partis d'extrême droite aux institutions une portée qui dépasse la France : soutenus par Moscou, ils en soutiennent la politique, ce que leurs votes au Parlement européen démontrent. Une fois au pouvoir, ils feront tout pour mettre en péril l'Europe, affaiblir l'OTAN et fragiliser le soutien à l'Ukraine. La guerre « hybride » contre la France consiste à entrer dans ses failles et les conflits internes, et y jeter du pétrole pour y mettre le feu. L'histoire dira jusqu'où cette action, menée depuis des années, a été efficace. Les historiens diront, quand ils pourront travailler normalement un jour en Russie, jusqu'où cette guerre hybride a joué un rôle dans notre histoire récente : le « poutinisme », qu'il faudra un jour définir sérieusement, a d'une part revitalisé les anciens réseaux que 70 ans de communisme d'État avaient tissés dans de nombreux pays, et d'autre part, livré tout le bien commun russe aux mafia russes et internationales. Il a les munitions logistiques et financières pour menacer et séduire à l'étranger ceux et celles qui peuvent lui être utiles. Le pouvoir du Kremlin, en difficulté sur le terrain militaire, est-il en train d'approcher de son but stratégique souvent explicite : fragiliser une Europe séparée des États-Unis, et formée de nations illibérales plus ou moins à sa botte, après avoir cannibalisé l'Ukraine, et l'est européen, soit par la guerre,

soit par l'entrisme politique sournois, comme il a fait en Biélorussie ?

L'arrivée au pouvoir du parti d'extrême droite en France serait par conséquent gravissime pour la France, mais aussi au plan international. Au xxi^e siècle, ces partis auraient été accusés d'intelligence avec l'ennemi et de trahison d'État. Mais une étrange complaisance d'époque empêche cette dénonciation, comme si les Français refusaient pathétiquement de percevoir la réalité des dangers qui les menacent, protégés aussi par la jubilation de leur fureur critique tous azimuts, qui écrase la différence entre sujets de discordes, et urgence tragique.

1. Voir *Des crimes contre l'humanité en République française (1990-2002)*, textes réunis par Catherine Coquio, en collaboration avec Carol Guillaume, Paris, L'Harmattan, 2015.
2. Voir Philippe Sands, *Retour à Lemberg*, trad. Astrid von Busekist, Paris, Albin Michel, 2017. Et dans *Esprit*, les textes de Joël Hubrecht.